

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1990-1991**

18 DECEMBRE 1990

Projet de loi relatif aux représentants des jeunes travailleurs au sein des conseils d'entreprises et complétant les règles relatives à la création de ces conseils ainsi que des comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail

**RAPPORT
FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES SOCIALES
PAR M. VANNIEUWENHUYZE**

Le présent projet de loi, transmis par la Chambre des Représentants, a figuré à l'ordre du jour des réunions de la Commission des 4 et 18 décembre 1990.

**A. EXPOSE INTRODUCTIF
DU MINISTRE DE L'EMPLOI
ET DU TRAVAIL**

Le projet de loi contient deux mesures concernant les élections sociales qui auront lieu l'an prochain (du 3 au 17 juin 1991).

Ont participé aux travaux de la Commission :

1. Membres effectifs : MM. Egelmeers, président; Anthuenis, Boël, Mme Blomme, MM. Deghilage, Deneir, Flagothier, Gevenois, Lenfant, Ottenbourg, Petitjean, Priëels, Schoeters, Mme Staels-Dompas, MM. Stroobant, Valkeniers et Vannieuwenhuyze, rapporteur.
2. Membres suppléants : M. Borin, Mmes Maximus, Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Verhaegen.
3. Autre sénateur : Mme Harnie.

R. A 15209

Voir :

Document du Sénat :

1146-1 (1990-1991) : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

BELGISCHE SENAAT**ZITTING 1990-1991**

18 DECEMBER 1990

Ontwerp van wet betreffende de vertegenwoordigers van jonge werknemers in de ondernemingsraden en tot aanvulling van de regels omtrent de oprichting van die raden en van de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen

**VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
SOCIALE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER VANNIEUWENHUYZE**

Dit ontwerp van wet, dat door de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd overgezonden heeft op de agenda gestaan van de commissievergaderingen van 4 en 18 december 1990.

**A. INLEIDENDE UITEENZETTING
VAN DE MINISTER VAN TEWERKSTELLING
EN ARBEID**

Het wetsontwerp bevat twee maatregelen die trekking hebben op de sociale verkiezingen die het volgend jaar plaats zullen vinden (3 juni tot 17 juni 1991).

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Egelmeers, voorzitter; Anthuenis, Boël, mevr. Blomme, de heren Deghilage, Deneir, Flagothier, Gevenois, Lenfant, Ottenbourg, Petitjean, Priëels, Schoeters, mevr. Staels-Dompas, de heren Stroobant, Valkeniers en Vannieuwenhuyze, rapporteur.
2. Plaatsvervangers : de heer Borin, de dames Maximus, Panneels-Van Baelen, de heren Pataer, Verhaegen.
3. Andere senator : mevr. Harnie

R. A 15209

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

1146-1 (1990-1991) : Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

La première mesure vise à modifier la notion de jeune travailleur. Il existe, dans les conseils d'entreprises comme dans les comités de sécurité et d'hygiène, une représentation distincte des jeunes travailleurs, c'est-à-dire des travailleurs âgés de moins de 21 ans. Cette représentation leur donne la possibilité de faire valoir leurs problèmes spécifiques au sein de ces organes de participation. Le relèvement de l'âge de la scolarité obligatoire a eu pour conséquence que les jeunes font leur entrée de plus en plus tard sur le marché du travail. La catégorie des travailleurs de moins de 21 ans a donc considérablement diminué en importance.

En vue de permettre une meilleure intégration des jeunes dans l'entreprise, il est proposé de porter à 25 ans la limite d'âge pour pouvoir être considéré comme jeune travailleur.

La seconde mesure vise directement la création ou le renouvellement d'un conseil ou d'un comité. Ces organes doivent être créés ou renouvelés lorsqu'une entreprise occupe en moyenne un nombre déterminé de travailleurs dans le cadre d'un contrat de travail ou d'apprentissage.

Actuellement, lorsqu'un travailleur est absent (maladie, interruption de carrière,...) et qu'il est remplacé par un autre travailleur, on a à faire à un seul poste, mais occupé par deux personnes, ce qui accroît le nombre moyen de travailleurs occupés.

Les représentants des employeurs insistent depuis longtemps déjà pour qu'il soit mis fin à ce double comptage de travailleurs.

Le projet à l'examen prévoit la possibilité de ne pas tenir compte des remplaçants éventuels en vue de déterminer s'il y a lieu de créer ou de renouveler un conseil ou un comité.

Suivant le même raisonnement, le projet prévoit également la possibilité de tenir compte des personnes qui sont occupées dans l'entreprise sans être liées à celle-ci par un contrat de travail (comme, par exemple, un travailleur placé en formation professionnelle dans l'entreprise par le F.O.R.E.M. ou le V.D.A.B.).

Ces modifications découlent de l'avis n° 960, émis le 5 juillet 1990 par le Conseil national du travail, auquel j'avais soumis le projet en avril 1989, en particulier au sujet de ces points.

B. DISCUSSION GENERALE

Un membre attire l'attention sur le problème des « faux indépendants » dans les entreprises, et plus particulièrement dans les P.M.E.

Il attire également l'attention sur la situation du personnel paramédical dans les hôpitaux. Il s'agit de

De eerste maatregel heeft tot doel het begrip « jonge werknemer » te wijzigen. Zowel in de ondernemingsraden als in de comités voor veiligheid en gezondheid, bestaat er een aparte vertegenwoordiging van jonge werknemers, dat wil zeggen, werknemers jonger dan 21 jaar. Deze vertegenwoordiging geeft hen de mogelijkheid om hun specifieke problemen te laten gelden in deze inspraakorganen. De verhoging van de schoolplichtige leeftijd heeft ertoe geleid dat de categorie van werknemers jonger dan 21 jaar is aanzienlijk in belang verminderd.

Om een betere integratie van jongeren in de onderneming mogelijk te maken, wordt er voorgesteld om de leeftijdsgrens om als jonge werknemer beschouwd te kunnen worden op te trekken tot 25 jaar.

De tweede maatregel heeft rechtstreeks de oprichting of de vernieuwing van een raad of een comité op het oog. Deze organen moeten opgericht of vernieuwd worden wanneer de onderneming gemiddeld een bepaald aantal werknemers tewerkstelt in het kader van een arbeidsovereenkomst of leerovereenkomst.

Wanneer een werknemer thans afwezig is (ziekte, loopbaanonderbreking,...) en vervangen wordt door een andere werknemer, wordt er slechts één betrekking bezet door twee personen, waardoor het gemiddelde van het aantal werknemers stijgt.

De vertegenwoordigers van de werkgevers dringen er sinds geruime tijd op aan dat er een einde zou gemaakt worden aan deze « dubbele telling » van werknemers.

Dit wetsontwerp strekt ertoe in de mogelijkheid te voorzien om geen rekening te houden met eventuele vervangers om te bepalen of er een raad of een comité moet opgericht of vernieuwd worden.

Dezelfde redenering volgend, voorziet dit ontwerp tevens in de mogelijkheid om rekening te houden met personen die tewerkgesteld zijn in de onderneming zonder gebonden te zijn door een arbeidsovereenkomst (zoals een werknemer die in het kader van een beroepsopleiding door de F.O.R.E.M. of de V.D.A.B. in de onderneming werd geplaatst).

Deze wijzigingen vloeien voort uit het advies nr. 960 uitgesproken door de Nationale Arbeidsraad op 5 juli 1990, dat in het bijzonder aangaande deze punten, aanhangig had gemaakt in april 1989.

B. ALGEMENE BESPREKING

Een lid vraagt aandacht voor het probleem van de « valse zelfstandigen » in de bedrijven, en meer bepaald in de K.M.O.'s.

Hij vestigt ook de aandacht op de situatie van het paramedisch personeel in de ziekenhuizen. Het gaat

personnes qui travaillent sous le contrôle des médecins. Elles ont droit à des honoraires, mais ceux-ci sont perçus par les gestionnaires des hôpitaux. Elles n'en reçoivent qu'une partie. Il s'agit habituellement de jeunes qui s'efforcent de cette manière de se construire une carrière. Ces paramédicaux sont-ils considérés comme des travailleurs salariés ou comme des travailleurs indépendants ?

Un autre membre demande si le Ministre a une idée du nombre des personnes concernées et s'il peut dire quelles seront les conséquences de cette modification du nombre des votants sur la répartition des sièges.

Le Ministre répond au premier intervenant qu'il ne faut pas considérer comme indépendant « fictif » qui-conque se trouve dans une situation d'« indépendance » dans un hôpital ou un autre établissement.

S'il s'agit de travailleurs qui sont considérés à tort comme des indépendants, les organisations de travailleurs ont le droit de se pourvoir en justice contre l'absence de ces personnes sur les listes électorales. Si le tribunal leur donne raison, ces travailleurs doivent être pris en considération pour déterminer si le nombre à partir duquel des élections doivent avoir lieu, est atteint.

Le Ministre répond encore à une question supplémentaire du commissaire que l'on est éligible lorsqu'on a six mois de service au moment de l'affichage, et électeur quand on a trois mois de service.

Il répond au second intervenant que l'on ne dispose pas d'indications chiffrées sur les répercussions éventuelles du projet de loi.

Sur la législation existante, les jeunes travailleurs n'ont pas droit à une représentation distincte lorsque leur nombre est inférieur à vingt-cinq. Par suite de la mesure proposée, il y a des chances que les collèges électoraux de jeunes travailleurs deviennent plus nombreux. Cela aura sans doute une influence sur la répartition des sièges, mais on ne dispose pas de chiffres à ce sujet, les procès-verbaux ne mentionnant pas l'âge des électeurs.

Le même intervenant demande pour quelle raison, dans le cadre des actions positives en faveur des travailleuses, l'on ne prévoit pas à leur intention de représentation garantie dans les entreprises.

Le Ministre répond qu'il demande expressément dans sa circulaire, aux organisations qui présentent les candidats, de s'efforcer de réaliser dans leurs listes la représentation proportionnelle des femmes et des travailleurs étrangers.

Selon un commissaire, il existe des raisons pour voter ce projet. Il n'empêche que l'on doit se demander si un collège électoral distinct pour les jeunes travailleurs se justifie encore réellement. Dans le passé, cette mesure a certes contribué à leur assurer une meilleure

représentation. Aujourd'hui, il existe d'autres moyens pour assurer une meilleure intégration des jeunes travailleurs dans les listes électorales.

Een ander lid vraagt de Minister een idee heeft van het aantal geviseerde personen en of hij kan zeggen wat de gevolgen zullen zijn van de verschuiving van stemgerechtigden op de zetelverdeling.

De Minister antwoordt aan de eerste spreker dat niet iedereen die zich in een situatie van « zelfstandigheid » in een ziekenhuis of in een andere instelling bevindt, moet worden beschouwd als een « fictieve zelfstandige ».

Als het gaat om werknemers die ten onrechte als zelfstandigen worden beschouwd, hebben de werknemersorganisaties het recht om het niet voorkomen van die personen op de kiezerslijsten voor de rechtbank aan te vechten. Als zij bij de rechtbank gelijk halen, dan tellen die werknemers wel mee om te bepalen of het aantal vanaf hetwelk verkiezingen dienen plaats te vinden wordt bereikt.

De Minister antwoordt nog op een bijkomende vraag van het lid dat het recht om verkozen te worden wordt verworven wanneer men zes maanden in dienst is op het ogenblik van de aanplakking, het recht om te kiezen als men drie maanden in dienst is.

De Minister antwoordt aan de tweede spreker dat geen cijfergegevens beschikbaar zijn over de mogelijke implicaties van het wetsontwerp.

Volgens de bestaande wetgeving hebben de jonge werknemers geen recht op een afzonderlijke vertegenwoordiging wanneer hun aantal lager is dan 25. Door de voorgestelde maatregel zal de kans dat er aparte kiescolleges voor jongeren zijn, groter worden. Er zal wel enige invloed zijn op de stemverdeling, maar cijfergegevens zijn er hierover niet; de processen-verbaal maken namelijk geen melding van de leeftijd van de kiezers.

Dezelfde spreker vraagt, waarom in het raam van de positieve acties voor werkneemsters, niet gezorgd wordt voor een gegarandeerde vertegenwoordiging van die categorie in de ondernemingen.

De Minister merkt op dat hij in zijn omzendbrief uitdrukkelijk vraagt aan de voordragende organisaties om de proportionele vertegenwoordiging van vrouwen en buitenlandse werknemers op de kandidatenlijsten na te streven.

Volgens een commissielid zijn er rationele redenen om dit ontwerp goed te keuren. Dit neemt niet weg dat men zich de vraag moet stellen of een apart kiescollege voor jongeren nog werkelijk zinvol is. In het verleden heeft dit zeker drempelverlagend gewerkt,

leur accessibilité, mais on peut se demander si d'autres groupes — les femmes, les immigrés ... — ne peuvent y prétendre aussi.

Sans doute la limite doit-elle encore être déplacée davantage, voire tout simplement supprimée.

Un autre membre fait remarquer qu'au sein des organes de concertation, on doit s'efforcer de parvenir à un consensus sur la vie dans l'entreprise. Les jeunes doivent être représentés dans ces organes, mais, selon l'intervenant, il ne faut pas aller plus loin. Autrement dit, la représentation spécifique des jeunes travailleurs doit rester limitée.

Le projet prévoit une délégation de pouvoir au Roi en ce qui concerne le comptage du nombre des travailleurs. Là aussi, il convient d'être prudent. Les entreprises font appel, selon le cas, à des travailleurs à temps partiel et à des travailleurs temporaires. Ces travailleurs ne doivent pas être pris en compte, pour le motif qu'ils ne sont pas concernés par la vie à long terme des entreprises. Ils ne sont là, par exemple, que pour permettre de faire face à un supplément de travail exceptionnel.

En ce qui concerne cette dernière remarque, le Ministre souligne qu'en vertu de la réglementation existante, tant le travailleur permanent que celui qui le remplace éventuellement (par exemple en cas de maladie prolongée) sont pris en compte. Le projet à l'examen prévoit pour la première fois la possibilité d'éviter ces doubles comptages.

Pour déterminer s'il y a lieu de créer un organe de concertation au sein d'une entreprise, l'on tient compte de la moyenne des présences au cours de l'année qui précède les élections sociales.

Un commissaire n'est pas d'accord sur ce que vient de dire le préopinant au sujet de la situation du personnel à horaire variable. Il s'associe à la réponse faite par le Ministre à cet égard.

C. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Les articles du projet de loi sont adoptés à l'unanimité des 12 membres présents.

Le projet dans son ensemble a été adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

Le présent rapport a été approuvé à la même unanimité.

*Le Rapporteur,
R. VANNIEUWENHUYZE.*

*Le Président,
I. EGELMEERS.*

maar men kan zich afvragen of ook niet andere groepen — vrouwen, migranten,... — hiervoor in aanmerking komen.

Wellicht dient de grens nog meer te worden verlegd, en misschien zelfs gewoon afgeschaft.

Een ander lid merkt op dat in de overlegorganen dient te worden gestreefd naar een consensus over het leven in de ondernemingen. De jongeren moeten in die organen vertegenwoordigd zijn, maar men dient volgens dit lid niet verder te gaan; m.a.w. de specifieke vertegenwoordiging van de jonge werknemers dient beperkt te blijven.

Het ontwerp voorziet in een bevoegdheidsdelegatie aan de Koning wat betreft de telling van het aantal werknemers. Ook op dit vlak is voorzichtigheid gewenst. De bedrijven doen, al naargelang het geval, beroep op deeltijdse en tijdelijke werknemers. Die werknemers moeten niet in rekening worden gebracht omdat zij niet betrokken zijn bij het leven van de bedrijven op lange termijn. Zij zijn er bijvoorbeeld alleen om het hoofd te bieden aan een uitzonderlijke toename van het werk.

Wat deze laatste opmerking betreft, wijst de Minister erop dat volgens de bestaande reglementering zowel de vaste werknemer als degene die hem evenueel vervangt (b.v. in geval van langdurige ziekte) worden meegeteld. Het ontwerp voorziet voor het eerst in de mogelijkheid om die dubbeltellingen te vermijden.

Om te bepalen of er een overlegorgaan in het bedrijf moet worden opgericht, wordt rekening gehouden met de gemiddelde aanwezigheid gedurende het jaar voorafgaand aan de sociale verkiezingen.

Een commissielid is het niet eens met de voorgaande spreker wat betreft de situatie van het personeel dat flexibele werkuren heeft. Hij stemt in met het antwoord van de Minister ter zake.

C. BESPREKING VAN DE ARTIKELEN EN STEMMINGEN

De artikelen van het ontwerp van wet worden aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Het ontwerp in zijn geheel wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Dit verslag is met dezelfde eenparigheid goedgekeurd.

*De Rapporteur,
R. VANNIEUWENHUYZE.*

*De Voorzitter,
I. EGELMEERS.*